

Accusé de réception en préfecture
062-344077672-20240517-8698-DE-1-1
Date de télétransmission : 23/05/2024
Date de réception préfecture : 23/05/2024

Acte certifié exécutoire

Bruno FONTALIRAND

Directeur général



Pas de Calais Habitat

4, avenue des Droits de l'Homme
CS209 – ARRAS 62022 Cedex



PAS DE CALAIS HABITAT **Office Public de l'Habitat**

DECISION EXTRAITE DU PROCES VERBAL DE LA REUNION DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SEANCE DU 17 MAI 2024

Président : Monsieur COTTIGNY

Présents : Monsieur COTTIGNY, Madame DUHEN, Monsieur MALFAIT, Monsieur MELLICK.

Excusés : Monsieur LEROY qui a donné pouvoir à Monsieur COTTIGNY, Madame AIT-CHIKHEBBIH qui a donné pouvoir à Monsieur COTTIGNY, Madame ROSSIGNOL qui a donné pouvoir à Monsieur MELLICK.

ARRAS Mise à disposition d'un espace vert non aménagé à usage de jardin partagé sur le quartier Saint Michel à Arras

Direction du territoire d'Arras

Rapporteur : M. [REDACTED]

I – CONTEXTE

Pas-de-Calais habitat dispose d'un bail à construction sur la parcelle de terrain, située au sein de la résidence Saint Michel à ARRAS.

L'association CONSTRUISONS ENSEMBLE a fait part de son intérêt pour la mise à disposition du terrain en vue d'y mettre en œuvre un jardin partagé de quartier.

Elle compte 18 familles membres, dont la Présidente est Cindy BLAIS (locataire de St Michel).

8 Jardiniers référents du projet se sont proposés (dont certains avec des connaissances professionnelles en espace vert). Les statuts de l'association sont repris en annexe 3.

La parcelle de terrain est cadastrée section AH n° 271 pour une contenance totale de

21162 m².

Une partie de la parcelle est retenue pour l'occupation par l'association (annexe 1).

Cette parcelle de terrain est classée en zone U du Plan Local d'Urbanisme.

II – MISE A DISPOSITION

Cette parcelle de terrain retenue d'une surface de 530 m² serait mise à disposition gracieusement pour une durée d'un an. Il appartient à l'association de demander son renouvellement par courrier auprès de Pas-de-Calais habitat dans le respect des termes de la convention (article 14.2).

Toutefois, l'Association CONSTRUISONS ENSEMBLE s'engage dans le cadre de cette mise à disposition à effectuer dans ce jardin partagé de quartier des activités auxquelles les locataires de Pas-de-Calais habitat pourraient participer ou dont ils pourraient bénéficier.

Pas-de-Calais habitat, dans le cadre de la TFPB, participe à hauteur de 3000 euros auprès de l'association, incluant l'achat d'un chalet, de petits matériels, graines et autres nécessaire de jardinage (annexe 2 – convention).

III – DECLARATION FISCALE

Pas-de-Calais habitat est soumis à l'impôt sur les sociétés en application de l'article 206 1. du CGI mais partiellement exonéré de l'impôt par les articles 207 1. 4°, 207 1. 6°bis et 210 E dudit Code.

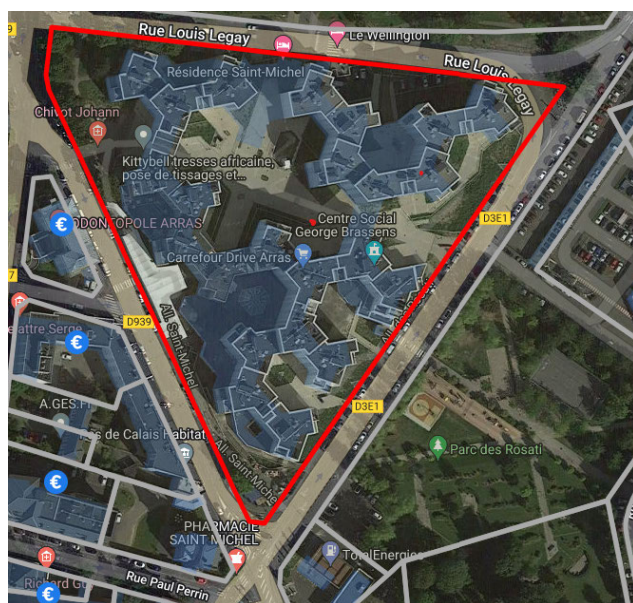
Pour ces déclarations, Pas-de-Calais habitat est immatriculé auprès de la Direction des Grandes Entreprises (D.G.E.) 6, 8 rue Courtois à Pantin (93505).

Au vu des éléments proposés et après en avoir délibéré, les membres du Bureau :

- ✓ décident la mise à disposition d'une surface de 530m² de la parcelle de terrain située à Arras, quartier Saint Michel, repris au cadastre section AH n° 271 au profit de l'association CONSTRUISONS ENSEMBLE à titre gracieux et pour une durée d'un an.
- ✓ autorisent le Directeur Général, ou toute personne habilitée, à fixer définitivement les clauses charges et conditions et à signer la convention de mise à disposition et toutes pièces nécessaires à la régularisation du dossier.

Décision adoptée à l'unanimité

ANNEXE 1



Sélection de parcelles

8171 Allée des Rosati Arras

21 162 m²

Ref. 62041000AH0271

Surface totale : 21 162 m²

La parcelle de terrain est cadastrée section AH n° 271 pour une contenance de 530 m²





Quartier St Michel, allée des Rosati à ARRAS

Convention de mise à disposition d'un espace vert non aménagé à usage de jardin partagé de quartier sur Saint Michel à Arras

Entre les soussignés :

D'une part,

Pas-de-Calais habitat, Office Public de l'Habitat, Établissement Public à Caractère Industriel et Commercial ayant son siège social à ARRAS (62000), 4 Avenue des Droits de l'Homme, identifié sous le numéro SIREN 344077672 et immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés d'ARRAS, représenté par Madame Maïté DESSAILLY, Directrice du Territoire d'Arras, agissant en cette qualité en vertu d'une délégation de signature accordée par Monsieur Bruno FONTALIRAND, Directeur Général, en date du 22 septembre 2020,

ci-après dénommé « **le propriétaire** »,

Et, d'autre part,

L'association Construisons Ensemble, dont le siège est situé à Arras, 7 Place Bernard Chochoy représentée par Madame [REDACTED],

ci-après dénommé « **l'occupant** »,

Ci-après encore dénommées collectivement les « Parties » ou individuellement une « Partie ».

Préambule :

La présente convention résulte de la rencontre de :

- la volonté de Pas-de-Calais habitat d'encourager le développement de jardins collectifs et notamment de jardins partagés ;
- la volonté de l'association Construisons Ensemble, née de la réunion et la mobilisation d'un ensemble d'habitants dans le but de créer et gérer un jardin partagé à vertu pédagogique sur un terrain appartenant à Pas-de-Calais habitat (voir annexe 1)

Un jardin partagé est un jardin qui se conçoit, se construit et se cultive à plusieurs. Il offre à chacun la possibilité de travailler à une réalisation commune.

Il s'agit avant tout d'un jardin de projets, élaborés collectivement. Il suppose une implication forte des participants, ainsi qu'une concertation et une coopération entre les jardiniers et les partenaires éventuels, et ceci dans la durée.

C'est un lieu de vie convivial ouvert sur le quartier, qui favorise la rencontre entre les différentes générations et cultures. Fondé sur des valeurs de partage, de solidarité et de créativité, il contribue de ce fait à la création du lien social.

C'est un jardin écologique dans lequel les jardiniers renouent avec le monde vivant et créent un milieu équilibré où se conjuguent respect des ressources naturelles et maintien de la diversité animale et végétale.

Un jardin partagé fournit ainsi un cadre épanouissant qui favorise la découverte, l'autonomie, l'échange, l'expérimentation, la prise d'initiative, l'autonomie dans le respect d'autrui et de l'environnement. Il est ouvert sur le monde, à tous et offre un espace de ressourcement.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1er : Objet de la convention

1.1. Pas-de-Calais habitat met à disposition de l'association *CONSTRUISONS ENSEMBLE* à titre précaire et révocable, un terrain d'une superficie de 530 m² dont elle est propriétaire, sis, tel qu'indiqué sur le plan en annexe 1 de la présente convention.

1.2 La présente convention constitue une autorisation d'occupation du domaine public/privé de Pas-de-Calais habitat accordé à l'association à titre gracieux, afin de lui permettre de mettre en œuvre son projet de jardin partagé dont les modalités de mise en œuvre sont présentées en annexe 2 de la convention (objet de l'association, moyens de l'action, modalités de fonctionnement et plan d'aménagement du jardin

Article 2 : Conditions financières

2.1 Cette mise à disposition est réalisée dans les conditions financières suivantes : l'association supportera l'ensemble des charges résultant de l'exploitation du jardin qui incombe normalement au locataire (eau, électricité, frais d'entretien courant, tri et évacuation des déchets résultant de l'exploitation du jardin, entretien régulier des équipements mis à disposition : pavillon, point d'eau, bac à compost, bac à eau, serrures, remplacement cadenas...).

2.2 Il est précisé que la parcelle AH n° 271 entière doit être retenue.

L'avantage en nature alloué fera l'objet d'une information appropriée en annexe des documents comptables de l'association.

Article 3 : Apports matériels et engagements de Pas-de-Calais habitat

3.1 En sus de la parcelle susvisée, Pas-de-Calais habitat met à disposition de l'association :

- la possibilité pour l'association d'installer des bacs à compost en nombre adapté à la taille du jardin, leur utilisation sera accompagnée par des référents formés à leur usage et qui informeront et accompagneront les usagers,
- la possibilité pour l'association d'installer des panneaux d'information à l'entrée,
- la possibilité pour l'association d'installer des récupérateurs d'eau,
- la possibilité pour l'association d'installer un abri en bois ou un coffre de stockage (selon configuration du site et plan d'aménagement), permettant le remisage des outils et matériels.

3.2 Pas-de-Calais habitat s'engage à accompagner l'association dans la mobilisation, la participation et l'animation de ce dernier auprès de ses habitants locataires.

Article 4 : Etat des lieux

L'association s'engage à procéder aux réparations ou à indemniser le propriétaire pour les dégâts éventuellement constatés et qui pourront lui être imputables au terme ou lors de la résiliation de la présente convention, au regard d'un état des lieux qui aura été contradictoirement établi, à la prise d'effet comme à l'expiration de la convention.

Article 5 : Affectation du terrain

L'association s'engage à affecter le terrain à l'objet exclusif énoncé en préambule.

Article 6 : Mise à disposition

6.1 l'utilisation du terrain devra être réservée à une action conforme à la vocation et à l'objet de l'association, ainsi qu'à la destination du terrain, et respectera le cadre établi par la présente convention ;

6.2 l'utilisation du terrain ne devra pas porter atteinte à l'ordre public ; les manifestations à caractère politique, sont interdites

Article 7 : Conditions d'utilisation du terrain

7.1 L'association s'engage à :

- ☞ préserver le patrimoine en assurant la surveillance et l'entretien des terrains et des matériels mis à disposition et en veillant à leur utilisation rationnelle, afin d'éviter toute dégradation ou toute usure anormale des équipements ;
- ☞ maintenir le jardin et ses équipements en bon état d'entretien et de propreté. Elle assurera le nettoyage et l'évacuation des déchets générés par l'activité de jardinage sur le site ;
- ☞ entretenir des relations de bon voisinage avec les habitants du quartier et jouir du terrain et des équipements en bon père de famille, sans occasionner de troubles anormaux de voisinage, notamment en soirée.
- ☞ faire état du soutien de Pas-de-Calais habitat dans sa communication ;
- ☞ prendre toutes les mesures de sécurité prévues par la réglementation afin de garantir la sécurité des personnes et des équipements ;
- ☞ garantir le bon fonctionnement du jardin partagé, en offrant au public accueilli l'ensemble des prestations faisant partie de l'objet de l'association ;

7.2 L'association établira un règlement d'utilisation qui sera co-construit avec Pas-de-Calais habitat; ce règlement intérieur devra préciser les conditions d'accès et de sécurité. Pas-de-Calais habitat devra être informé de toutes modifications du règlement.

7.3 L'accès et le stationnement de véhicules à moteurs privés dans l'enceinte du terrain est interdite, excepté pour un déchargement ponctuel.

7.4 L'association s'engage à laisser l'accès libre du jardin à tout visiteur selon le règlement intérieur en vigueur stipulé sur le panneau d'affichage à l'entrée.

7.5 l'association pourra interdire l'accès du jardin à toute personne, pour raison de sécurité, notamment lors de travaux d'entretien pouvant intervenir à tout moment de l'année, de manifestation officielle, en cas d'avis d'orage ou de tempête, ou pour tout motif d'intérêt général.

7.6 L'usage de matériel motorisé est interdit les samedis après-midi, dimanches et jours fériés toute la journée, et en semaine avant 8h et après 20h.

7.7 L'utilisation d'un barbecue est tolérée ponctuellement, sous réserve qu'il n'y ait aucun risque de mise à feu de la végétation voisine, et de ne pas causer de troubles anormaux de voisinage aussi bien pour les habitants que pour les promeneurs.

7.8 Les jardiniers de l'association sont tenus de veiller à vidanger les réservoirs d'eau, dès le départ du dernier adulte, afin d'éviter tout accident, à l'exception des récupérateurs d'eau de pluie, sous réserve que ceux-ci soient installés en conformité (couvercle solide et impossible à ouvrir par un enfant).

7.9 L'association s'engage à mettre en œuvre un niveau élevé de respect de l'environnement, notamment :

- ☞ l'interdiction d'employer des produits phytosanitaires et des engrais chimiques, en dehors de ceux autorisés en agriculture biologique.
- ☞ la mise en pratique d'un tri des déchets dans le jardin, et le développement du compostage des déchets verts,
- ☞ une gestion économe des ressources naturelles, et en particulier de l'eau ; l'usage de motopompes est interdit.

7.10 Aucune activité susceptible de polluer le sol et aucun départ de feu au sol ne sont autorisés.

Article 8 : Aménagement

8.1 Tous ajouts, embellissements ou améliorations du terrain et équipements mis à disposition, réalisés par l'association pendant la durée de la convention resteront, à l'expiration de la présente, propriété de Pas-de-Calais habitat, sans que celle-ci soit tenue au versement d'une quelconque indemnité.

8.2 Les élevages, de même que l'installation de pigeonniers ou de volières, sont interdits, sauf autorisation expresse de Pas-de-Calais habitat, de même que la présence de chiens. Une dérogation peut être accordée pour des ruches, sous réserve de pouvoir répondre aux obligations légales en terme de protection du public (distance de sécurité).

8.3 Les plantations d'arbres et d'arbustes à grand développement sont interdites. Seuls sont autorisés les arbres fruitiers à petit développement.

8.4 En cas d'aménagement ou de plantation, la vue du jardin depuis l'extérieur devra être maintenue.

8.5 L'installation à demeure dans le jardin d'une tente ou de toilettes n'est pas autorisée. La mise en place de toilettes sèches pourra néanmoins être expérimentée, après autorisation de Pas-de-Calais habitat et sous réserve de ne pas causer de nuisances au voisinage.

8.6 La mise en place d'équipement de jeux pour enfants, et leur utilisation, se fera sous la responsabilité de l'association. L'installation d'une piscine est prohibée.

Article 9 : Assurance

9.1 L'association assumera la responsabilité des dommages imputables à l'utilisation qu'elle fera du jardin et des équipements présents sur le site.

9.2 L'association s'engage à souscrire une police d'assurance contre le vol, l'incendie, les dégâts des eaux, et couvrant sa responsabilité civile ainsi que celle des personnes éventuellement placées sous sa responsabilité. Une copie du contrat devra être produite à l'appui de la présente convention.

9.3 L'association assumera elle-même la fermeture de l'abri mis à sa disposition, et ne pourra prétendre à une quelconque indemnisation en cas de vol de matériel, de produits ou de végétaux.

9.4 L'accès au terrain n'est pas autorisé en cas d'alerte orange de Météo-France, dans la mesure où le terrain comporte des arbres sur site ou à proximité immédiate. Pas-de-Calais habitat décline toute responsabilité pour les cas ordinaires telle que grêle, gelée, chutes d'arbres ou de branches liées à une tempête ou à un défaut d'entretien. Il en va de même pour les cas extraordinaires tels que : sécheresse, inondation, incendie du pavillon, vols, effractions qui pourraient survenir au dépend de l'association ou d'un de ses membres, de tiers ou à leurs biens, ainsi que tout acte de vandalisme entraînant la destruction de tout ou partie des récoltes ainsi que des installations ou constructions mises en place par l'association.

Article 10 : Contrôle

10.1 L'association s'engage :

- à informer Pas-de-Calais habitat de tous les problèmes pouvant survenir dans l'exercice de la présente convention, notamment de tous dommages survenus aux biens mis à disposition.

Article 11 : Obligation d'information

11.1 L'association s'engage à informer Pas-de-Calais habitat sous un mois à compter de leur survenance, de tous les changements survenus dans son fonctionnement, dans son administration ou sa direction, et à lui transmettre ses statuts et règlements actualisés.

11.2 Selon leur nature, ces changements pourront donner lieu à une révision de la présente convention par voie d'avenant, voire à sa résiliation dans les conditions prévues ci-après.

Article 12 : Droit d'utilisation temporaire

12.1 La mise à disposition permanente du terrain et des matériels n'exclut pas pour Pas-de-Calais habitat la possibilité de demander à l'association l'utilisation temporaire du terrain pour elle-même ou pour d'autres personnes morales privées ou publiques. Les demandes devront être signifiées à l'association trois mois à l'avance, préciser les conditions d'utilisation, dégager la responsabilité de l'association et ne pas porter atteinte à la réalisation des buts fixés à l'association.

L'association ne pourra pas demander de contrepartie financière à Pas-de-Calais habitat, ni au titre de la mise à disposition du terrain et des équipements, ni au titre des frais et charges en découlant.

12.2 Cette mise à disposition est limitée à quinze jours par an maximum.

Article 13 : Mesures d'ordre public

En cas d'atteinte à l'ordre public ou de dégâts interdisant la continuité normale de l'activité, Pas-de-Calais habitat se réserve le droit de procéder à la fermeture temporaire du terrain sans préavis, sur arrêté pris par son exécutif, et sans être tenue au versement d'une indemnisation.

Article 14 : Durée de la convention

14.1 La présente convention est établie pour une durée de 1 (un) an à compter de la date de signature par les deux parties. Toutefois, cette entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par Pas-de-Calais habitat d'un exemplaire de la présente convention dûment signée par le Président en exercice de l'association ;

14.2 Elle ne peut donner lieu à renouvellement tacite. Il appartient à l'association de demander son renouvellement par courrier auprès de Pas-de-Calais habitat au moins trois mois avant la date d'expiration de celle-ci sur la base d'un projet de jardin partagé.

14.3 Les parties se réservent le droit de l'interrompre à tout moment sur préavis de trois mois, par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

14.4 Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci.

14.5 En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de 30 jours suivant la réception (ou première présentation) d'une lettre motivée, par envoi recommandé avec accusé de réception, valant mise en demeure. Il sera alors procédé à un état des lieux contradictoire.

Article 15 : Restitution du terrain

En cas de rupture ou de non-renouvellement de la présente convention, l'association s'oblige à rendre le terrain et les équipements en parfait état, dans la limite de leur usure normale, sous réserve de l'application de l'article 4 de la présente convention.

Article 16 : Cession et sous-location

La présente convention étant conclue *intuitu personae*, toute cession des droits en résultant ou sous-location des lieux mis à disposition est interdite.

Article 17 droit applicable et règlement des litiges :

La présente Convention est régie, interprétée et appliquée conformément au droit français. Les parties s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout différend qui viendrait à se produire entre elles, à l'occasion de la présente convention, par le biais de la négociation ou d'un autre processus approprié de règlement des différends, avant de recourir à l'action judiciaire.

Article 18 Code de Conduite :

Les Parties déclarent avoir pris connaissance du code de conduite adopté par l'Etablissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais habitat en application de l'article 17 de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (Ledit code étant disponible à la demande). Ce code de conduite est tenu à disposition sur simple demande.

En conséquence, les Parties s'engagent :

- à se conformer audit code de conduite ;
- à s'abstenir de toute incitation à l'égard des Collaborateurs de l'Etablissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais habitat – telle que défini dans le code de conduite – qui ait pour objet ou pour effet d'induire une infraction aux règles prévues par ledit code.

Les Parties reconnaissent que la politique d'entreprise de l'Établissement Public Industriel et Commercial Pas-de-Calais habitat exige que leurs relations soient menées en conformité avec les traités internationaux en vigueur, le droit international applicable qui en est dérivé, ainsi que les lois et règlements applicables, au niveau national et international, auxdites relations. Les Parties s'engagent à s'y conformer.

En conséquence, les Parties s'engagent à ce qu'aucun paiement, aucun avantage quel qu'il soit, constituant ou pouvant constituer un acte illicite n'ait été ou ne soit accordé, directement ou indirectement, en contrepartie de l'exécution des présentes.

Article 19 RGPD.:

Chacune des Parties s'engagent à respecter les dispositions du Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données personnelles (RGPD) et de la loi n°78-17 du 06 janvier 1978 Informatique et libertés modifiée pour les données personnelles qu'elle pourrait être amenée à prendre connaissance ou à traiter sous leur responsabilité, dans le cadre de cette convention.

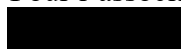
Fait à Arras le en 3 exemplaires.

Pour Pas-de-Calais habitat



Directrice du Territoire d'Arras

Pour l'association Construisons Ensemble



STATUTS

Construisons ensemble

Association soumise à la loi du 1^{er} JUILLET 1901

Article 1 – NOM DE L'ASSOCIATION :

Construisons ensemble

En date du 13/08/2018, il est formé par les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 16 août 1901.

Article 2 – OBJET DE L'ASSOCIATION

L'association a pour but le développement d'activités et d'animation au sein du quartier Saint-Michel-Goudemand-Brongniart-Val-de-Scarpe ouvertes et accessibles à tous. Ces actions auront pour but de favoriser le lien social. L'Association a pour volonté de travailler en partenariat avec les autres collectifs d'habitants voisins et les acteurs du territoire dans le but de favoriser le lien entre les quartiers.

Article 3 – SIÈGE SOCIAL

Bâtiment 7 appt 13
Place Bernard Chochoy
Résidence Saint-Michel
Chez Madame [REDACTED]

Le siège social pourra être transféré dans un autre lieu sur décision du conseil d'administration.

Article 4 - DURÉE DE L'ASSOCIATION

L'association est constituée sans limite dans la durée.

Seule une assemblée générale extraordinaire peut dissoudre l'association.

Article 5 - MEMBRES DE L'ASSOCIATION

- Les membres actifs ou adhérents à jour de leur cotisation annuelle.
- Les membres bienfaiteurs qui versent une cotisation annuelle supérieure à celle fixée par l'Assemblée Générale.
- Les personnes morales sont représentées par leur représentant désigné en cette qualité au moment de l'adhésion.

Article 6 – ADHÉSION À L'ASSOCIATION

Ceux qui adhéreront ultérieurement devront signer leur lettre d'adhésion et régler le montant de la cotisation, Toute personne majeure habitant Arras peut adhérer à l'association en versant une cotisation annuelle dont le montant est défini annuellement par l'assemblée générale. Elles doivent accepter les statuts ainsi que le règlement intérieur dont un exemplaire de chaque doit leur être remis contre un reçu.

Les personnes vivant au sein du même foyer et ayant un lien familial ou de concubinage avec une personne adhérente à l'association peut adhérer à l'association selon le même procédé mais étant exempté de cotisation.

Article 7 – CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration est composé de 6 membres élus par l'Assemblée Générale ordinaire pour une durée d'un an.

Les membres du Conseil d'Administration sont rééligibles.

Un Président, un trésorier et un secrétaire général sont élus séparément par l'assemblée générale, et deviennent membres du Conseil d'administration. Les 3 autres membres sont ensuite élus lors d'un vote unique au plus grand nombre de voix.

Le Conseil d'Administration est en charge de la gestion de l'Association et de la préparation des travaux de l'Assemblée Générale, Il établit l'ordre du jour, il applique les décisions de l'Assemblée Générale ordinaire ou extraordinaire. Il surveille la gestion des membres du bureau qui doivent rendre compte de leur gestion. Il vérifie et accepte la présentation des rapports et des comptes présentés par le bureau.

Les délibérations prises au sein du Conseil d'Administration le seront à la majorité plus une des membres présents ou représentés. En cas d'égalité des voix, la voix du Président est prépondérante.

Il se réunit sur convocation du Président, ou à la demande d'au moins 3 membres du conseil d'administration, au moins une fois tous les trois mois et chaque fois que nécessaire.

Le Président

Le Président est élu par l'assemblée générale. Il est élu pour un an, il peut se représenter autant de fois qu'il le souhaite.

Le Président représente l'Association dans tous les actes de la vie civile, il est investi de tous les pouvoirs à cette fin, du pouvoir d'ester en justice au nom de l'Association, tant en demande qu'en défense.

Le Président engage l'Association par le règlement des factures, les décisions de gestion. Il présente le rapport moral co-rédigé avec le secrétaire.

La gestion du Président et les décisions qu'il a prises sont soumises au contrôle de l'Assemblée Générale qui par un vote doit donner quitus de ses actes.

Le Secrétaire

Le Secrétaire Général est élu par les membres du Conseil et du Bureau. Il agit par délégation du Président. Il assure l'organisation, le bon fonctionnement de l'Association, il rédige les convocations et les expédie dans les délais fixés. Il organise la tenue de l'Assemblée Générale. Il dresse les procès-verbaux et assure la transcription sur les registres. Il gère la correspondance et les archives. Il rédige le rapport d'activité en collaboration avec le Président.

Le Trésorier

Le Trésorier tient les comptes de l'Association au moyen d'une comptabilité régulière, il règle le montant des factures concernant la gestion courante ainsi que les taxes, impôts et charges de l'Association.

Pour les dépenses d'investissement, les dépenses exceptionnelles, le trésorier doit les présenter aux membres du conseil d'administration, lesquels devront requérir une décision de l'Assemblée Générale qui répondra par un vote.

Le Trésorier rend compte à l'Assemblée Générale de la bonne tenue de la comptabilité, il présente le bilan avec à l'appui les pièces justificatives et les relevés des différents comptes bancaires et numéraires.

Le trésorier devra disposer d'un mandat du Président afin d'effectuer les actes bancaires et administratifs nécessaires.

Le Trésorier veille au bon entretien des locaux mis à disposition à l'Association, des matériels appartenant à l'Association ou ceux qui lui sont confiés.

Article 9 – RESSOURCES DE L'ASSOCIATION

- La cotisation annuelle
- Les subventions de l'État et des collectivités publiques (Communes, Département, Région).
- Les dons éventuels consentis par des membres ou des tiers.
- Les revenus et les intérêts générés par les biens, les valeurs ou les droits dont bénéficie l'Association.
- Tout versement fait à l'Association doit être conforme aux règlements en vigueur et à la Loi.

L'Association doit tenir une comptabilité régulière et se conformer aux obligations légales concernant les compte de résultat, le bilan financier ou autre.

Article 10– ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

L'Assemblée Générale ordinaire est composée de tous les membres de l'Association, à jour de leur cotisation. Elle est convoquée, au moins une fois par an, par lettre simple adressée quinze (15) jours avant la date prévue de la réunion. La convocation doit comporter l'ordre du jour établi par le bureau.

L'ordre du jour doit comporter, au moins :

- Le rapport moral remis par le Président
- Le rapport financier remis par le trésorier
- Tout autre document que le bureau estimera nécessaire de présenter aux membres de l'Association et notamment les questions diverses.
- Les rapports, les dépenses prévues et les différentes propositions qui seront soumis à un vote

Tout adhérent peut ajouter un sujet à l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire, notamment au titre des questions diverses. Ce sujet fera obligatoirement l'objet d'un vote si la personne en fait la demande au moins 3 jours avant la tenue de l'assemblée générale. En cas de non-demande ou d'ajout d'un sujet hors de ce délai, le sujet sera discuté mais la décision d'un vote reviendra au président.

Les délibérations de l'Assemblée Générale extraordinaire sont prises à la majorité absolue des votants. Le quorum exigé doit représenter au moins 20% des membres de l'Association. Si le quorum n'est pas atteint, il conviendra de provoquer une nouvelle convocation par lettre simple, à ce moment la majorité des membres présents peut délibérer valablement.

L'ensemble des rapports devront être approuvés par l'Assemblée Générale. Tout autre sujet à l'ordre du jour ou présenté dans les délais fera l'objet d'un vote par les membres présents, à la majorité absolue.

Les comptes rendus de l'Assemblée Générale seront consignés sur un registre conservé par le secrétaire. Il sera présenté à toute requête.

Article 11 – ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

La modification des statuts de l'Association, sa dissolution, une fusion, une affiliation avec une autre association poursuivant un objectif similaire, la disposition ou l'acquisition de biens, nécessitent une délibération, avec vote de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Les délibérations de l'Assemblée Générale extraordinaire sont prises à la majorité absolue des votants. Le quorum exigé doit représenter au moins 20% des membres de l'Association. Si le quorum n'est pas atteint, il conviendra de provoquer une nouvelle convocation par lettre simple, à ce moment la majorité des membres présents peut délibérer valablement.

Article 12 – INDEMNITÉS

Toutes les fonctions, y compris celles de membre du Conseil d'Administration sont bénévoles.

En revanche, les frais exposés pour le compte et au bénéfice de l'Association et avec l'accord du Président ou du Trésorier sont remboursés sur présentation de justificatifs. Les comptes devront voir figurer ces dépenses réparties suivant chaque personne ayant engagé ces dépenses et faire l'objet d'une présentation particulière lors de l'assemblée générale.

Article 13 – RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Un règlement intérieur sera être établi par le Conseil d'administration. Il devra être approuvé par un vote au cours de l'Assemblée Générale suivante. Il ne pourra jamais être en contradiction avec les présents statuts. Il devra être complémentaire.

Article 14 - RADIATION

Le Conseil d'administration est compétent pour décider de la radiation d'un membre, de tout type, ayant commis une faute grave, contrevenu aux statuts ou au règlement intérieur de l'association. Il statue à la majorité absolue de ses membres. Tout membre de l'association peut demander, sur motif sérieux, au conseil d'administration d'étudier la radiation d'un membre. Le membre est alors suspendu provisoirement de son statut de membre de l'association. Il devra en être informé immédiatement par courrier puis reçu sous 15 jours par le conseil d'administration pour présenter ses arguments. Il devra recevoir la décision du conseil d'administration sous 15 jours par courrier.